

LA CONTRE-FIGURE DE BEN LADEN ET SON IMPACT HISTORIQUE



Voici dix ans, Ben Laden et Al-Qaida déclenchaient de violentes opérations terroristes contre le World Trade Center de New-York et le bâtiment du Pentagone. Certes, il se trouvera de pseudo-situationnistes prompts à expliquer que rien de neuf ne s'est produit dans la « société du spectacle ». Pourtant, ces événements ont amorcé un nouveau cycle de guerres et marqué notre époque. Si d'autres lignes de conflits se profilent à l'horizon, l'Occident n'en a pas terminé avec la terreur islamiste ; l'essentiel se jouera dans la durée.

Ten years ago, Bin Laden and Al-Qaida launched violent terrorist attacks against the New York's World Trade Center and the Pentagon. Certainly, some self-styled situationists will be swift to explain that nothing new happened in the Society of the Spectacle. However, those events initiated a new cycle of wars and had a strong influence on our time. We can observe other lines of war in our horizon but the West has not finished with the Islamist terror. The most important will be played in the long term.

Une première version de cet article a été publiée dans le mensuel panafricain *Afrique Magazine* (« Le Monde après Ben Laden », *Afrique Magazine*, n° 309, juin 2011). Nous remercions la rédaction d'en avoir permis la reprise et l'actualisation (www.afriquemagazine.com).

Jean-Sylvestre MONGRENIER, Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis).

A rebours de ce qui a été dit et répété dans les jours qui ont suivi son élimination physique, Oussama Ben Laden n'était pas une « icône » ou une « personnalité charismatique », si tant est que l'on accorde aux mots leur vrai sens. A l'origine d'une nouvelle expansion de l'islamisme et du terrorisme de masse (l'« hyper-terrorisme »), cette contre-figure relèverait plutôt du totem maléfique. Indubitablement, les attentats du 11 septembre 2001 et leurs contrecoups auront bousculé les équilibres géopolitiques mondiaux. L'itinéraire de Ben Laden s'arrête à Abbottabad (Pakistan), le 2 mai 2011, lorsqu'il tombe sous les feux d'un commando américain. D'aucuns écrivent alors que le « printemps arabe » l'avait déjà tué. Voire. Autonomes dans les faits, les différentes branches d'Al-Qaïda n'ont pas perdu en virulence et il ne faudrait pas surestimer les perspectives ouvertes par les révoltes arabes. Les puissances occidentales, mais aussi les régimes des aires géopolitiques où opèrent les tristes épigones de Ben Laden, n'en ont pas fini avec ce type de menaces.

Du *Jihad* à l'hyper-terrorisme

Né en 1957, Oussama Ben Laden est issu d'une famille yéméno-saoudite dont le père, entrepreneur lié aux Saoud, s'est considérablement enrichi dans le bâtiment et les travaux publics. Sa destinée bascule à la fin de l'année 1979, lorsque les troupes soviétiques entrent en Afghanistan. Dès lors, il s'engage dans le *Jihad* contre l'URSS, en liaison avec les services secrets saoudiens, pakistanais et américains associés dans la stratégie dite de la « ceinture verte ». La fin de l'URSS aurait pu sonner l'heure de la retraite pour Ben Laden ; les événements en décideront autrement. Le 2 août 1990, l'Irak de Saddam Hussein envahit le Koweït mais la dynastie saoudienne ne donne pas suite à la proposition faite par Ben Laden d'organiser une armée islamique de 100 000 hommes pour chasser les troupes irakiennes. Riyad en appelle à Washington qui déploie des effectifs sur place. Saddam Hussein battu, les troupes américaines demeureront avec l'accord de la famille régnante (1). Suite à une interprétation doctrinale contestée, Ben Laden juge que cette présence militaire souille la totalité du « territoire des deux saintes mosquées » (La Mecque et Médine) et il rompt avec les Saoud qui l'expulsent et le déchoient de sa nationalité (1994). Il trouve refuge au Soudan islamique puis dans cet Afghanistan qui, en 1996, passe sous le contrôle des Talibans, avec le soutien du Pakistan et de ses services secrets (*l'Inter-Services Intelligence*). Ben Laden s'appuie sur cet émirat islamique pour fonder Al-Qaïda (la Base), une entreprise terroriste tournée contre « les Juifs et les Croisés ». Les divers attentats des années 1990, en Afrique orientale et dans le golfe d'Aden, sont autant de signes qui annoncent le pire mais, jusqu'au 11 septembre 2001, ils auront été négligés (2). C'est une nouvelle page qui s'ouvre alors dans l'histoire de la terre.

L'hyper-terrorisme fait accéder le révolutionnarisme islamique au rang de menace stratégique principale contre laquelle une « guerre contre le terrorisme » est menée : la *Global War on Terrorism*, bientôt étendue à la lutte contre la prolifération des ADM (Armes de destruction massive). Contestée, la formule exprime pourtant l'ampleur du défi et l'importance des moyens à mettre en œuvre sur les différents théâtres d'opérations (3). Al-Qaïda déploie une violence de masse au nom d'une logomachie qui mêle l'islamisme radical, initié par les Frères musulmans égyptiens, au tiers-mondisme anti-occidental de l'extrême-gauche européenne. Le « motif ultime » de cette entreprise est le retour à une *Oumma* originelle fantasmée et l'instauration d'un califat mondial. Dans la pratique, Ben Laden et Al-Qaïda font de la mort et la destruction leur raison d'être. Leur plongée dans une violence irrationnelle et indiscriminée a pris l'allure d'une entreprise de négation des valeurs fondamentales : un nihilisme tourné contre l'idée même de civilisation. Ce nihilisme trouvera quelque résonance dans une « vieille Europe » encline au relativisme et au déni de réalité. Passive chez les uns, active chez les autres, cette disposition d'esprit n'est certainement pas appelée à disparaître avec la personne de Ben Laden (« Ce que je raconte, écrit Nietzsche en 1887, c'est l'histoire des deux prochains siècles. Je décris ce qui viendra, ce qui ne peut manquer de venir : l'avènement du nihilisme. »).

Un phénomène géopolitique de grande ampleur

L'imputation de nihilisme et le caractère utopique (dystopique ?) du « motif ultime » qui inspire Al-Qaida ne doivent pas occulter le fait que la dialectique hyper-terrorisme/contre-terrorisme est aussi un vaste conflit géopolitique. De longue haleine, ce conflit met aux prises pouvoirs de droit et pouvoirs de fait ; il mobilise des représentations globales et se déploie sur des territoires de différentes tailles qui s'entrelacent. Si Al-Qaida n'est pas une sorte de *Komintern* islamiste qui fonctionnerait de manière centralisée, il serait pourtant abusif de présenter cette organisation comme une simple marque planétaire opérant dans un espace virtuel et médiatique. L'utopie sanglante a un ancrage physique et son centre de gravité originel est cette « base » afghane, abritée par le pouvoir taliban, à partir de laquelle les attentats du « 11-9 » ont été pensés et organisés. Le centre de gravité s'est ensuite déplacé vers une région à cheval sur l'Afghanistan et le Pakistan – « AfPak », dans le jargon des stratèges – désormais visée par les drones américains. Les attentats montés au cœur des grandes métropoles mondiales (New-York, Washington, Madrid, Londres) ou sur les périphéries du monde occidental (Afrique du Nord, Turquie) relèvent d'une stratégie globale de déstabilisation qui a sa géographie et sa rationalité propres.

Par leurs retombées médiatiques, les attentats sur des « cibles globales » visent à écarter les puissances occidentales du Moyen-Orient, cœur géographique d'un monde musulman qui s'étire de la Mauritanie à l'Indonésie. L'Afghanistan, l'Irak, le sud de la péninsule Arabique, la Corne de l'Afrique sont les champs de bataille sur lesquels Al-Qaida tente de précipiter les déséquilibres stratégiques. Cette stratégie globale vise certains espaces centraux ou névralgiques dans la géopolitique du monde musulman: l'Arabie Saoudite, centre du système pétrolier mondial et sanctuaire de l'Islam ; le Pakistan, Etat doté de l'arme nucléaire et idéologiquement fondé sur l'Islam; les marges du *Jihad* mondial au Sahel, dans le Nord-Caucase ou encore dans certaines parties du Sud-Est asiatique. Pour ce faire, Al-Qaida fonctionne comme une centrale idéologique située au cœur de réseaux mondiaux – avec ses affidés, ses « filiales » et ses « succursales » –, ceux-ci disposant d'une très large autonomie de fait. Ainsi Al-Qaida parasite-t-elle des conflits locaux qui ont leurs racines propres pour les insérer dans l'espace global de l'imaginaire islamiste. La bataille se joue sur ces théâtres mais aussi dans le champ médiatique planétaire d'où l'importance du dernier grand rebondissement : la disparition corps et âme de Ben-Laden dans les profondeurs de la mer d'Oman.

Au fil des ans, les enchaînements de causes et d'effets, les répercussions et les contrecoups d'un espace à un autre font songer à une sorte de « *samsara* » géopolitique. Les attentats du « 11-9 » ont provoqué en retour une guerre en Afghanistan qui s'est progressivement muée en un conflit asymétrique. Les Etats-Unis et leurs alliés y conduisent une difficile opération de contre-insurrection dont l'objectif est de reconstituer un Etat afghan, politiquement et économiquement viable, à même de sécuriser le territoire. Ben Laden réfugié au Pakistan, où Al-Qaida et les Talibans bénéficient de sanctuaires et de l'appui d'une partie de l'appareil sécuritaire – certains éléments militaires ainsi que l'ISI forment une sorte d'« Etat profond » –, il a fallu étendre les opérations dans les zones tribales, ces régions frontalières du nord-ouest qui échappent au pouvoir central. La virulence du *Jihad* menace la stabilité du Pakistan et la détérioration des relations avec l'allié américain a conduit Islamabad à renforcer ses liens avec Pékin (4). Dans l'intervalle, une autre guerre aura été entreprise en Irak, avec pour but affiché la lutte contre la prolifération des ADM. Le renseignement et la guerre de haute technologie y ont montré leurs limites et la situation irakienne demeure fragile (5). Le régime islamique iranien a provisoirement tiré avantage des difficultés rencontrées en Irak comme en Afghanistan ; il s'est lancé dans une course au nucléaire qui menace la région d'une prolifération en cascade, avec les risques d'emploi réel associés. En dernière analyse, ces conflits et leurs répercussions auront contribué aux déséquilibres financiers américains et précipité l'actuelle crise économique, avec à la clef une redéfinition des rapports de puissance entre l'Occident et la Chine. A l'évidence, il y aura eu un avant et un après « 11 septembre ».

Les incertitudes de l'après-Ben Laden

Pour autant, la disparition du fondateur d'Al-Qaida n'est pas neutre et insignifiante. Instable et labile, cette mouvance perd le point fixe de son paysage mental et l'Égyptien Ayman Al-Zawahiri, le « second » de Ben Laden, pourrait avoir du mal à s'imposer comme nouveau chef du *Jihad* mondial (6). Le noyau historique de l'organisation comprendrait à peine quelques centaines de combattants et les tendances centrifuges des « filiales » et « succursales » devraient s'accroître plus encore, avec un risque de surenchères et donc une amplification des violences sur différents théâtres. Dans la zone « AfPak », les Talibans du mollah Omar, réfugié à Quetta sous la protection de l'ISI, formeraient un mouvement plus islamo-tribal (d'ethnie pachtoune) que jihadiste, au sens internationaliste du terme. Désormais affranchie de leurs liens historiques avec Ben Laden, cette branche pourrait s'éloigner d'Al-Qaida. Il faut aussi prendre en compte le Mouvement des Talibans du Pakistan ainsi que le réseau Haqqani. Le premier a fait allégeance à Al-Qaida dont il partage le projet de *Jihad* mondial. Organisé autour d'un clan familial fidèle au mollah Omar, le second a ouvert ses camps aux hommes d'Al-Qaida. Au Yémen, la révolte contre le pouvoir du président Saleh et l'hypothétique démantèlement de l'appareil sécuritaire pourraient être exploités par Al-Qaida dans la péninsule Arabique (AQPA). Dans la zone sahélo-saharienne, l'action d'Al-Qaida au Maghreb Islamique (AQMI) a été légitimée par Ben Laden suite au rapt de sept Français. En Irak, dans la Corne de l'Afrique et sur d'autres fronts, des surgeons d'Al-Qaida ou des mouvements s'inscrivant dans le même paysage idéologique sont autant de menaces. Bref, la lutte contre les forces terroristes, dont certaines sont en cours d'hybridation, n'est pas terminée (7).

Si l'on en croit la *doxa*, Ben Laden aurait été tué une première fois par ce que l'on nomme, non sans emphase, le « Printemps arabe ». Ainsi désigne-t-on les révoltes qui ont mis à bas Ben Ali en Tunisie, Moubarak en Egypte, et font vaciller les pouvoirs établis au Yémen, dans certains émirats du golfe Arabo-Persique, en Syrie plus récemment où Bachar Al-Assad donne toute sa mesure. En Libye, le soulèvement de Benghazi et de la Cyrénaïque a débouché sur une guerre civile, avec intervention de l'OTAN, une guerre en passe d'être gagnée par les insurgés depuis la chute de Tripoli (21-22 août 2011). Qu'une vague de contestations balaie la zone arabe, de l'Atlantique au Golfe, avec des effets de résonance d'un pays à l'autre, relève du constat. Ces « révolutions » se feraient au nom de la démocratie, des droits de l'homme et du développement. Pourtant, il faudrait s'interroger sur le terme de « révolution » et le fait que les observateurs sur-interprètent (en termes idéologiques) ces séditions. D'autre part, les processus se déroulent de manière différente selon les contextes et la nature plus ou moins despotique des pouvoirs en place. En Egypte, la situation s'est très vite dégradée et la reprise des persécutions contre les Coptes, tout comme la dégradation de la situation au Sinaï, ne sont pas de bon augure pour l'ensemble de la région (8). Aussi serait-il erroné de céder à un *ersatz* de philosophie de l'Histoire et d'affirmer que l'islamisme est une réalité dépassée par les événements. Les « filiales » et « succursales » d'Al-Qaida pourraient s'adapter sans perdre de leur pouvoir de nuisance et de destruction.

Quant au théâtre afghan, la mort de Ben Laden ne devrait pas entraîner une accélération du retrait des troupes occidentales déployées dans le cadre de l'OTAN quand bien même chez certains dirigeants, à l'écoute d'une opinion souhaitant mettre le monde extérieur entre parenthèses, serait sensibles à cette autre tentation. L'erreur commise au lendemain du retrait soviétique d'Afghanistan aura été de se désintéresser de ce pays, puis de se vouloir « pragmatique » à l'égard des Talibans lorsque ceux-ci entrèrent dans Kaboul. La transformation de ce pays de hautes montagnes, à l'écart des grands axes planétaires, en un centre nerveux du terrorisme planétaire a démontré qu'un petit nombre d'hommes décidés pouvait porter la mort et la destruction au loin et déclencher une chaîne d'événements qui bousculent les équilibres géopolitiques mondiaux. Le processus de « transition » a été amorcé en mars 2011 et c'est à la fin de l'année 2014 que la gestion de la sécurité sur l'ensemble du territoire devrait être confiée au pouvoir central afghan. Dans ses rythmes et modalités, ce processus est incertain et les dirigeants des principales puissances occidentales n'entendent pas « abandonner l'Afghanistan » (9). D'aucuns insistent aussi sur l'importance géostratégique de ce pays situé entre l'Iran et le Pakistan, voie de désenclavement de l'Asie centrale par ailleurs. Sur le front central de la guerre contre l'islamisme et le terrorisme afghan, les forces de l'OTAN n'en ont donc pas fini avec Al-Qaida comme avec les Talibans.

Des menaces multiples et protéiformes

L'exécution de Ben Laden et la disparition de son corps en mer d'Oman auront peut-être évité que le personnage ne soit transfiguré en une sorte de « Mahdi caché » du sunnisme, centre magique et ordonnateur de la mouvance Al-Qaida (l'Iran chiite n'a pas le monopole du mahdisme). Assurément, sa disparition affaiblit l'organisation terroriste et, plus largement, la dynamique de l'islamisme mondial. Cela dit, Al-Qaida est une réalité protéiforme et décentralisée. Ses différentes branches et surges ont leurs propres logiques de fonctionnement, dans des situations géopolitiques à la fois distinctes et similaires. Qu'elles qu'en soient les formes, les puissances occidentales auront à affronter la menace islamiste.

A l'avenir, cette menace prendra des visages multiples et sa plus grande dispersion géographique ne facilitera pas la tâche des Occidentaux, sur le plan pratique mais aussi dans l'élaboration d'une représentation commune de la menace, indispensable à la coordination géopolitique entre alliés. Par ailleurs, la guerre contre le terrorisme et ses enjeux seront plus étroitement mêlés à des rivalités interétatiques, sur fond de bouleversements géopolitiques dans l'ensemble du Grand Moyen-Orient et en Asie. Hostilité et conflictualité ne disparaissent donc pas avec la personne de Ben Laden – ce sont là les données de base de l'existence politique –, mais ces phénomènes seront complexes à penser simultanément. Les défis sont donc aussi d'ordre intellectuel et cognitif.

Jean-Sylvestre MONGRENIER

(1) L'invasion irakienne du Koweït et guerre qui suit entraînent l'implantation en Arabie Saoudite de 10 000 soldats américains répartis sur cinq bases. La base « Prince Sultan » abrite le centre de commandement des opérations aériennes dans la région. Ce dispositif nourrit l'hostilité des groupes islamistes. Depuis le 11 septembre 2001, seuls quelques centaines de soldats américains sont maintenus sur la base aérienne de Dahrhan.

(2) En juin 1995, Hosni Moubarak, le *Rais* égyptien, échappe à un attentat qui aurait été commandité par Ben Laden. Le 7 août 1998, Al-Qaida organise les attentats terroristes contre les ambassades américaines de Nairobi (Kenya) et Dar-es-Salaam (Tanzanie). En guise de représailles, Bill Clinton fait bombarder des camps d'entraînement d'Al-Qaida en Afghanistan. En octobre 2000, c'est un destroyer américain (le *USS Cole*) qui est la cible d'un attentat meurtrier dans le golfe d'Aden.

(3) Thérèse Delpech analyse en ces termes l'hostilité suscitée par l'expression américaine de « guerre contre le terrorisme » : « La résistance farouche (...) est souvent justifiée par un argument simple et sans appel : le terrorisme étant un mode d'action, comment lui faire la guerre ? Si telle était la vraie raison cependant, gageons que le concept ne soulèverait pas tant de passion. (...) Le cœur du problème vient de l'utilisation du mot guerre, qui impose à la fois de reconnaître son retour dans nos sociétés, ce qui est déplaisant, mais qui suppose de surcroît que l'on agisse sans se contenter d'opérations de police comme celles que l'on avait lancées dans les années 1970 contre Action directe, la *Rote Armee Fraktion* ou les Brigades rouges » Cf. Thérèse Delpech, *L'ensauvagement. Le retour de la barbarie au XXIe siècle*, Grasset, 2005.

(4) Le long séjour de Ben Laden au Pakistan, dans une ville très militarisée de surcroît, et l'analyse des informations contenues dans le matériel électronique récupéré *in situ* par le commando américain ont endommagé plus encore la relation Washington-Islamabad. Allié réticent de la « guerre contre le terrorisme », le Pakistan a bénéficié d'une aide civile et militaire américaine d'un montant de 18 milliards de dollars depuis 2001 (cette aide a été amplifiée sous Obama). Les relations entre services pakistanais, jihadistes et Talibans ne sont pas des dérives ponctuelles. Plusieurs des groupes islamistes sont des relais de la politique étrangère d'Islamabad, en quête de prises sur l'Afghanistan pour s'assurer une profondeur stratégique vis-à-vis de l'Inde et neutraliser les revendications historiques de Kaboul sur le Baloutchistan pakistanais (le pouvoir afghan a longtemps contesté la légitimité de la « ligne Durand »). Parallèlement, Pékin a financé le port pakistanais de Gwadar - une position-clef dans la stratégie du « collier de perles », entre golfe Arabo-Persique et Méditerranée asiatique (Mer de Chine méridionale), accru sa coopération nucléaire avec Islamabad et le soutien aux positions pakistanais sur la question du Cachemire s'est fait plus important. Après le raid américain sur la cache de Ben Laden, Youssouf Gilani, premier ministre du Pakistan, a dressé un éloge remarqué de la Chine.

(5) Sur les champs de bataille d'Irak et d'Afghanistan comme au Liban-Sud (opérations de Tsaïhal contre le Hezbollah, été 2006), une contre-révolution militaire a pris forme, en opposition à la « révolution dans les affaires militaires » (*Revolution in Military Affairs*). La RMA désigne une dynamique de transformation de la pensée guerrière, de la stratégie opérationnelle et de la stratégie des moyens. Mise en œuvre aux Etats-Unis depuis les années 1990, elle a d'importants effets sur la refonte des appareils militaires occidentaux et leurs modes d'action. L'application des « nouvelles technologies de l'information et de la communication » (NTIC) à la chose militaire est au cœur de la RMA. Avec les NTIC, les forces engagées sur un théâtre d'opérations sont mises en réseau. Elles visualisent une commune image de la situation de guerre, collaborent au processus décisionnel et synchronisent leurs actions. La rapidité d'acquisition de l'information et la précision des frappes permettent d'attaquer de manière efficace les cibles de l'ennemi appréhendé comme un « système de systèmes ». La RMA facilite la projection de puissance à longue distance, avec un nombre réduit de forces terrestres au sol. Toutefois, le passage à la

guerre asymétrique est susceptible de contrebalancer la supériorité technologique des forces occidentales, si elles sont déployées en nombre insuffisant sur le théâtre d'opérations (Irak, Afghanistan).

(6) Le 18 mai 2011, CNN annonçait que l'Égyptien Saïf Al-Adel, chef de la branche militaire d'Al-Qaïda, était nommé par intérim à la tête de l'organisation terroriste. Ancien membre des forces spéciales égyptiennes puis du *Jihad islamique*, une organisation rivale des *Frères musulmans*, Al-Adel est âgé d'environ 50 ans. Il est inculpé pour sa participation présumée aux attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar es-Salaam en 1998. Cet intérim préparait la nomination d'Ayman Al-Zawahiri, le « second » de Ben-Laden, nomination annoncée le 16 juin. Né en 1951, ce médecin égyptien a été le chef du *Jihad islamique*. Il a rencontré Ben-Laden en Afghanistan peu avant la fondation d'Al-Qaïda. Certains experts semblent douter que l'Égyptien Al-Zawahiri puisse s'imposer à l'entourage yéméno-saoudien de Ben Laden d'une part, aux jeunes chefs de la nébuleuse jihadiste d'autre part. Ces derniers seraient plus soucieux de combattre l'« ennemi proche », sur leurs théâtres d'opérations respectifs, que de privilégier les objectifs globaux de l'idéologue d'Al-Qaïda. Ils pourraient aussi s'engager dans une forme de surenchère compétitive pour affirmer leur pouvoir propre et imposer leur « filiale » comme une nouvelle centrale idéologique et terroriste.

(7) En Afrique du Nord et dans la bande sahélo-saharienne, AQMI est un exemple d'hybridation entre réseaux terroristes et crime organisé transnational ; dans cette même région, le Front Polisario n'est pas épargné). Si le phénomène d'hybridation n'est pas nouveau – guérillas révolutionnaires et mouvements terroristes ont toujours eu leur pendant économique mafieux -, il prend de l'ampleur. Ce phénomène pose la question des mobiles présents et futurs d'un certain nombre d'organisations : primauté du combat islamiste ou des gains liés aux narcotraffics et autres ?

(8) Le Sinaï est une péninsule désertique égyptienne de 60 000 km² située entre la Méditerranée orientale, la mer Rouge et le golfe d'Akaba. La frontière entre l'Égypte et Israël s'étire sur 200 km et le poste douanier de Rafah commande l'accès à la bande de Gaza, contrôlée par le Hamas. Depuis la révolte qui a mené à la chute d'Hosni Moubarak, le 11 février 2011, la partie nord est en éruption sous l'effet de tribus bédouines armées, de militants palestiniens islamistes et de hors-la-loi. Outre les trafics divers qui irriguent la région (essence et biens de consommation, drogue, êtres humains), le Sinaï est la voie de passage d'armes provenant du Soudan en direction de Gaza. Des bédouins rebelles attaquent aussi régulièrement le gazoduc qui alimente en gaz égyptien Israël ainsi que la Jordanie (5 attaques depuis le début de l'année 2011, la dernière en date ayant eu lieu le 30 juillet dernier). En août dernier, les membres de « Comités de résistance populaire » ont attaqué des véhicules israéliens, civils et militaires, sur la route d'Eilat (Israël). S'est ensuivi un incident meurtrier entre soldats israéliens et policiers égyptiens puis une crise diplomatique bilatérale. Depuis le traité de paix de 1979 qui lie les deux pays, le Sinaï est soumis à des limitations militaires strictes. Pour éviter un chaos menaçant pour la sécurité de ses frontières sud et la coopération sécuritaire avec le Caire, Israël pourrait accepter un déploiement militaire égyptien plus important dans la péninsule. Il est à redouter que les islamistes armés locaux (les *takfirin*) et des Bédouins gagnés par le radicalisme islamique n'adhèrent à l'idéologie d'Al-Qaïda. Suite à l'assaut d'inconnus contre des forces de sécurité égyptiennes à Al-Arich (côte méditerranéenne du Sinaï), le 29 juillet 2011, des tracts signés « Al Qaïda au Sinaï » ont été distribués à Rafah pour revendiquer l'action et adresser de nouvelles menaces.

(9) La « transition » annoncée en mars 2011 consiste à transférer progressivement aux autorités afghanes les missions de défense et de sécurité assumées par l'OTAN ; elle devrait se prolonger jusque dans le cours de l'année 2014. De fait, c'est une stratégie de contre-terrorisme, plus axée sur l'élimination de la menace terroriste, qui succède à la contre-insurrection du premier mandat Obama (les objectifs politiques sont mieux circonscrits). En parallèle, les Etats-Unis et l'OTAN négocient avec Kaboul un « partenariat stratégique » inscrit dans la durée.

